

SECTION DE LA MOSELLECOMPTE-RENDU du CHSCT du 13/09/2013 :

Ce CHS a débuté par une interpellation générale de la Direction sur le logiciel informatique « Rialto Investigations » qui est utilisé au sein de la DIRCOFI-Est dans le cadre du contrôle fiscal.

Les vérificateurs rejettent massivement ce module et ont largement suivi l'appel au boycott lancé par FO avec les autres syndicats.

L'administration n'a toujours pas donné de réponse à la demande d'une réunion sur le sujet du Contrôle Fiscal suite à la remise de centaines de pétitions signées par les vérificateurs dans toute la France.

Ce logiciel pose de nombreuses questions en matière de pénibilité au travail et de risques psycho-sociaux à tel point qu'une grande majorité des DIRCOFI refuse de l'utiliser. La Direction Locale s'est engagée à rencontrer le Directeur de la DIRCOFI-EST afin de faire remonter les problèmes suscités.

Pour FO-DGFIP, Rialto Investigations, c'est toujours non.

1/Relevé des accidents du travail**DRFIP**

11 accidents en 2013 (5 accidents de service et 6 accidents de trajet)

STPL

2 accidents en 2013(2 accidents de service)

DOUANES

Pas d'accident signalé

DIRCOFI

Pas d'accident signalé

2/Examen des registres SST (Santé Sécurité au Travail)**DRFIP**

Concernant la problématique du nettoyage des locaux par la société ONET, la Direction nous a indiqué qu'un cahier de liaison a été mis place par la société dans chacun des sites dont elle a la charge. Ce cahier de liaison a pour but de noter toutes les observations relevées par les services de la DRFIP concernant le nettoyage afin d'en avertir ONET et la Direction. Tous à vos cahiers pour ceux qui sont concernés !

➤ TPH

Concernant l'examen des observations remontées des services de la DRFIP à travers les registres de santé et sécurité au travail, **FO-DGFIP a notamment insisté pour obtenir des réponses** concernant les analyses bactériennes de l'air demandées par les collègues de la Trésorerie Hospitalière de Mercy.

Il a été répondu que l'Hôpital de Mercy n'était pas opposé à ce type d'analyses mais qu'il n'est pas possible d'effectuer ce type d'examen sans cibler le type de bactérie recherchée. Il n'est donc pas possible d'effectuer une analyse bactérienne en l'état.

➤ Trésorerie de ROMBAS

La Direction envisage un aménagement ergonomique de l'accueil et de la caisse avec un projet soumis à un ergonome. On attend de voir ...

➤ Trésorerie de FONTOY

Suite à la **demande réitérée de FO** de la réfection des sols (moquette trouée), la direction a répondu regarder ce problème, mais qu'elle ne disposait pas du budget nécessaire. A suivre

➤ Trésorerie de BITCHE

FO-DGFIP a interpellé la Direction sur la problématique des volets à la Trésorerie de Bitche (3 volets bloqués et/ou cassés partiellement). La Direction s'est engagée à agir rapidement pour trouver une solution.

3/ BUDGET 2013 : Projets

L'examen du budget du CHS a été l'occasion de faire un nouveau point sur l'achat des stores pour nos services (DRFIP et DOUANES) : le projet commun d'achat, sous forme de marché public est enfin finalisé pour un montant de 54000€. On espère la pose avant les prochains rayons de soleil !!!

• STPL

Le CHS a décidé de financer l'achat de stores pour le service de la Taxe Poids Lourds (STPL). Malgré les nombreux dysfonctionnements liés à la mise en place de cette taxe et relatés par la Presse (reports successifs de date 1^{er} juillet 2013, puis 1^{er} octobre, puis 1^{er} janvier 2014), la Direction régionale des Douanes a assuré que cette taxe n'était aucunement remise en cause et qu'elle était pérenne. Les stores ne devraient donc pas être financés pour rien...

• DRFIP

Remplacement des fontaines à eau hors d'usage : le projet est accepté, la Direction ayant eu à connaître des dégâts des eaux du fait de leur vétusté.

Pose de cloisons phoniques au PRS METZ : projet envisagé par la Direction (**serait-ce la fin du travail en plateau tant vanté par nos Directeurs et dénoncé par FO en raison du bruit ?**)

• INSEE

Devant la volonté de l'INSEE de demander au CHS de financer certaines opérations spécifiques liées à l'organisation de leur service informatique, **FO-DGFIP a rappelé** que le préalable à tout financement était d'interroger officiellement l'INSEE afin de savoir si ce financement ne relevait pas avant tout des obligations de l'employeur au titre du fonctionnement normal de ses services.

4/Fiches de signalement DRFIP

Ces fiches sont mises en place en place depuis 2012 dans le cadre de la prévention du risque d'agression (les faits commis par les usagers sont remontés à la DG et à la police). Les faits dénoncés au Procureur sont suivis de sanctions (peine avec sursis, travaux d'intérêt général). 10 fiches pour la DRFIP 57 pour 2012, 10 fiches à ce jour pour 2013.

Pour FO, la tension dans les services d'accueil ajoutée au manque de personnel va accentuer ces situations comme en témoignent les faits signalés.

5/Questions diverses

FO-DGFIP a interrogé la Direction sur le bilan tiré de l'alerte incendie déroulée rue Curel en juin dernier. Apparemment, pour la Direction, ce test est concluant.